



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

## Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 20-24 juin 2022

---

Distribution: générale

Point 10 de l'ordre du jour

Date: 17 mai 2022

WFP/EB.A/2022/10-F

Original: anglais

Questions d'administration et de gestion

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Rapport sur la sécurité

### Introduction

1. En 2021, le PAM a continué à intervenir dans un environnement humanitaire de plus en plus difficile en raison de situations d'urgence prolongées, de nouvelles explosions de conflits, de la récession économique (exacerbée par la pandémie de COVID-19) et des changements climatiques.
2. La crise climatique n'est plus une vision de l'avenir, mais la réalité quotidienne des communautés du monde entier. Les chocs climatiques tels que les sécheresses, les tempêtes et les inondations mettent de plus en plus en danger les vies et les moyens d'existence et compromettent le développement. Combinés à d'autres problèmes dans les régions du monde où l'insécurité alimentaire est la plus grande, ces chocs aggravent les conflits, car les populations se disputent des ressources rares, ce qui entraîne des déplacements et des tensions sociales.
3. Le PAM a intensifié ses opérations pour venir en aide à plus de 115 millions de bénéficiaires pendant la seule année 2021. La demande croissante d'aide humanitaire a incité les services de sécurité du PAM<sup>1</sup> à intervenir plus rapidement et à augmenter les capacités dans les zones où se retrouvent les principaux facteurs de la faim.
4. Tandis que le PAM intensifiait ses opérations humanitaires, des changements exponentiels ont été observés dans les lieux où les services de sécurité du PAM intervenaient, les situations observées en milieu urbain, caractérisées par des menaces multiples, ajoutant leur complexité aux difficultés présentées par les sites reculés.

---

<sup>1</sup> Dans le présent rapport, les expressions "services de sécurité" ou "services de sécurité du PAM" désignent l'ensemble des activités et du personnel de sécurité du PAM. L'expression "Division de la sécurité" désigne quant à elle l'unité du Siège qui est chargée d'encadrer et d'appuyer les opérations sur le terrain.

---

### Coordonnatrice responsable:

Mme M. V. Montalvo  
Directrice de la Division de la sécurité et  
Coordonnatrice du PAM pour les questions de sécurité  
tél.: 06-6513-2665

---

5. Selon les évaluations réalisées en interne par certaines entités des Nations Unies, trois grandes tendances ont dominé les conditions de sécurité dans le monde en 2021, qui ont eu des répercussions sur les niveaux et les types de menaces auxquels sont exposées l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations humanitaires, dont le PAM. Le rôle des acteurs armés non étatiques a continué à prendre de l'importance. En outre, la multiplication des campagnes de désinformation visant à discréditer le système des Nations Unies et à promouvoir des sentiments hostiles à ses entités et aux organisations humanitaires constitue une nouvelle menace. L'extrémisme violent a continué à se développer, en particulier dans les zones où font défaut les perspectives d'emploi pour les jeunes et les services fondamentaux assurés par l'État, comme la sécurité.
6. Les services de sécurité du PAM ont apporté un appui déterminant pour la bonne exécution des programmes dans les délais impartis, en collaborant avec les partenaires et en aidant le personnel dans les pays les plus touchés, afin de faciliter l'accès aux bénéficiaires chaque fois que possible. Les perturbations des opérations humanitaires ont ainsi pu être réduites.
7. Sur le plan interorganisations, la Division de la sécurité a continué à jouer un rôle de premier plan dans le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, qui définit les rôles, les obligations, les responsabilités et les politiques s'agissant des questions liées à la gestion des risques en matière de sécurité, permettant ainsi aux entités des Nations Unies de faire en sorte que le niveau de risque entourant leurs activités demeure acceptable.

### **Analyse des atteintes à la sécurité**

8. Le nombre d'incidents ayant porté atteinte à la sûreté et à la sécurité du personnel du PAM, ainsi que des partenaires coopérants et des sous-traitants qui assurent des services pour le compte du PAM, a considérablement augmenté en 2021.
9. Si l'on considère uniquement les incidents qui concernent le personnel ou les programmes du PAM (69 pour cent du total), il apparaît que la majorité – 66 pour cent – est liée à la conduite des opérations ou des activités du PAM. Si l'on tient compte des effectifs, le taux global est de 65 incidents pour 1 000 membres du personnel du PAM (contre 49 en 2020).
10. L'évolution des tendances pour ce qui est du nombre d'atteintes à la sécurité, de la fréquence de la violence et du nombre de victimes témoigne de la détérioration continue des conditions dans lesquelles le PAM intervient; elle peut également être attribuée à la réouverture de nombreux pays une fois levés les confinements et autres restrictions liés à la COVID-19.

### **Résumé des rapports sur les atteintes à la sécurité et tendances observées**

- En 2021, il y a eu 1 746 incidents impliquant ou touchant le personnel du PAM, les partenaires coopérants et les sous-traitants qui assurent des services pour le compte du PAM, soit une augmentation de 40 pour cent par rapport à 2020.
- Dix-neuf décès ont été enregistrés, dont quatre parmi les membres du personnel du PAM et deux parmi les personnes à leur charge; sur ces six décès, deux étaient dus à des actes de violence.
- Quinze enlèvements concernant 40 employés ont également été signalés (en baisse de 10 pour cent par rapport à 2020).
- L'Afrique de l'Est comptait le nombre et le taux d'incidents de loin les plus élevés.
- La criminalité reste la menace la plus courante pour le PAM à l'échelle mondiale, même si les aléas représentent la moitié des décès et des blessures graves.

- La part des incidents impliquant de la violence – ou une menace de violence – a fortement augmenté (passant de 26 pour cent au cours de la période précédente à 31 pour cent). Environ 60 pour cent des incidents ayant eu un impact majeur sur le personnel du PAM et les personnes à leur charge étaient des atteintes à la sécurité marquées par des actes de violence; cette proportion atteint 85 pour cent pour les partenaires et les sous-traitants du PAM.
- Une part croissante des atteintes à la sécurité concerne les partenaires du PAM.
- Les statistiques sur les incidents du système de gestion de la sécurité des Nations Unies sont du même ordre: le système de gestion et d'analyse des données relatives à la sécurité utilisé par le PAM et le système d'information sur les incidents du Département de la sûreté et de la sécurité indiquent les mêmes cinq principaux types d'incidents et une répartition analogue entre atteintes à la sûreté et atteintes à la sécurité en 2021. En outre, la forte augmentation des incidents observée par le PAM entre 2020 et 2021 (40 pour cent) a également été constatée dans l'ensemble du système des Nations Unies (44 pour cent).

### **Grandes tendances concernant les atteintes à la sécurité**

11. La part des incidents marqués par de la violence – ou une menace de violence – a fortement augmenté (passant de 26 pour cent au cours de la période précédente à 31 pour cent); toutefois, le nombre d'incidents ayant entraîné l'enlèvement, des blessures graves ou la mort de membres du personnel a diminué de 10 pour cent par rapport à 2020, 58 incidents concernant le personnel lié au PAM ayant été répertoriés. Environ 60 pour cent des incidents ayant eu un impact majeur sur le personnel du PAM et les personnes à leur charge étaient des atteintes à la sécurité marquées par des actes de violence; cette proportion atteint 85 pour cent pour les partenaires et les sous-traitants du PAM.
12. En 2021, il y a eu 15 enlèvements concernant 40 employés, ce qui représente une nette baisse par rapport à 2020, où 23 incidents impliquant 54 employés avaient été enregistrés. Dans les cas concernant le personnel du PAM, les personnes enlevées ont été libérées dans la journée, sans blessure physique grave; cependant, des employés de ses partenaires ont été retenus pendant des jours, voire des semaines. La plupart des incidents se sont produits en Afghanistan et au Cameroun. Un incident n'a toujours pas été résolu et concerne un membre du personnel du PAM au Nigéria enlevé en 2020: la Division de la sécurité a fait réaliser des missions et mobilisé des ressources externes pour essayer de trouver une issue. En outre, une attention particulière a été accordée à l'examen a posteriori et aux enseignements tirés afin de définir des mesures concrètes pour atténuer le risque d'incidents de ce type à l'avenir.
13. Compte tenu de ces tendances, la riposte stratégique et opérationnelle de la Division de la sécurité a été de reprendre la formation aux premiers secours à l'intention du personnel du PAM en Afrique de l'Ouest. La levée progressive des restrictions liées à la COVID-19 au niveau mondial a également permis de dispenser des formations relevant du programme "Sécurité et sûreté en mission" au personnel du PAM déployé dans des pays à haut risque. Une formation sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité a également été dispensée au personnel et aux partenaires du PAM au Siège et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes; cette formation porte notamment sur les mécanismes de survie en captivité.

### **Répartition par type de menace**

14. Dans l'ensemble, les tendances en matière de menaces pour la sécurité sont inchangées par rapport aux périodes précédentes: plus de la moitié des incidents signalés ont pour origine la criminalité et près d'un quart découlent de dangers présents dans l'environnement opérationnel.

15. Le nombre d'actes criminels a augmenté régulièrement au cours des dernières années, mais plus fortement en 2021. Les vols simples, les vols qualifiés, les cambriolages et les intrusions ont représenté plus de la moitié des incidents relevant de la catégorie des actes criminels. Bien que moins nombreux, les cas de harcèlement, d'intimidation et d'arrestation du personnel du PAM sont également en hausse, tout comme les menaces de violence à son encontre. Parmi les pays<sup>2</sup> touchés de manière disproportionnée par des actes criminels figurent le Soudan du Sud, le Soudan et le Cameroun.
16. Le nombre d'incidents dans la catégorie des **aléas** a augmenté plus progressivement, comme lors des années précédentes, les accidents de la route en représentant 65 pour cent (voir les informations supplémentaires dans la section ci-après). En outre, les aléas sont à l'origine d'un nombre disproportionné de décès et de blessures graves (49 pour cent). Les pays touchés de manière disproportionnée par les aléas sont notamment l'Ouganda, le Soudan et le Soudan du Sud. La Division de la sécurité et l'Unité de la sécurité et de la santé au travail<sup>3</sup> ont conjugué leurs efforts pour faire réaliser des missions d'enquête sur le terrain en vue d'empêcher que les aléas signalés ne se reproduisent. Des campagnes de sensibilisation ont été menées auprès du personnel du PAM dans le but de prévenir les atteintes à la sécurité et les accidents liés à la sécurité et à la santé au travail.
17. Les atteintes liées aux conflits armés semblent être en hausse, inversant le mouvement à la baisse observé jusqu'à la fin de 2020 pour revenir à la tendance des années précédentes. En Éthiopie en particulier, le nombre d'atteintes signalées a plus que triplé en raison du conflit de forte intensité qui a touché le pays tout au long de l'année 2021. De même, l'Afghanistan a connu une forte augmentation des atteintes liée au transfert de pouvoir qui s'est produit au milieu de l'année, tandis que le Yémen est resté le principal pays touché, comme les années précédentes.
18. Les troubles civils ont enregistré un pic en 2019, mais ont diminué en 2020 (probablement en raison des restrictions des déplacements engendrées par la COVID-19) et ont recommencé à augmenter au cours du second semestre 2021, les impacts socioéconomiques de la pandémie et d'autres griefs ayant entraîné un regain du ressentiment à l'encontre des gouvernements dans le monde entier. Ces troubles ont eu des répercussions essentiellement indirectes sur les activités du PAM, en particulier lorsqu'ils étaient motivés par des griefs politiques, mais certains signes précurseurs font craindre le retour d'émeutes de la faim comme celles que le monde a connues en 2008, lors de la dernière période de forte hausse des prix des denrées alimentaires. Les pays qui ont enregistré un nombre disproportionné de troubles civils en 2021 sont notamment le Mozambique, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Yémen.
19. Le nombre d'incidents liés à l'extrémisme et au terrorisme est resté faible au fil du temps, ceux-ci représentant 2 pour cent des atteintes à la sécurité en 2021. Cependant, étant donné le potentiel des organisations terroristes transnationales à commettre des actes de violence ayant des conséquences graves, le sujet est abordé plus en détail ci-après.

---

<sup>2</sup> Les incidents dont il est question dans le présent rapport sont ceux qui se sont produits dans les zones de responsabilité des bureaux de pays du PAM.

<sup>3</sup> L'Unité de la sécurité et de la santé au travail vise à réduire les accidents du travail, et donc à améliorer le bien-être physique et mental du personnel, en établissant les droits, les responsabilités et les devoirs en matière de sécurité et de santé au travail et en veillant à ce que le personnel reçoive une formation et un appui dans ce domaine. Les lieux de travail comprennent les bureaux du PAM, les entrepôts, les ateliers, les garages, les installations portuaires et aériennes, les centres de soins, les résidences, les chantiers de construction, les plateformes logistiques et les zones de stockage de carburant.

## Répartition par région

20. L'Afrique de l'Est est la région du PAM qui a enregistré le plus grand nombre d'incidents en 2021 (43 pour cent du total), dans le prolongement de la tendance observée au cours des deux dernières années, principalement en raison d'un grand nombre d'incidents en Éthiopie, au Soudan et au Soudan du Sud. Il y a eu une hausse particulièrement marquée des incidents en Éthiopie en 2021. De plus amples informations sur ces pays sont fournies dans l'encadré de la page 6 du présent document.
21. La région de l'Asie et du Pacifique et la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont enregistré une plus grande part des incidents en 2021 qu'en 2020. Cela s'explique principalement par l'augmentation de la violence et de ses répercussions en Afghanistan et au Yémen, dans ce dernier cas inversant la tendance à la baisse des incidents constatée en 2020. Le nombre total d'incidents signalés pour l'Afrique de l'Ouest n'a augmenté que dans de faibles proportions, malgré un doublement des incidents au Cameroun, où les partenaires du PAM ont été la cible d'attaques menées par des groupes armés non étatiques. Au niveau régional, les chiffres totaux ont été quelque peu contrebalancés par une baisse des incidents signalés au Burkina Faso, où les conditions de sécurité ont entravé les opérations. En Afrique australe, malgré l'attention accrue accordée au conflit au Mozambique, le nombre d'incidents est resté stable, des changements mineurs par rapport à l'année dernière étant survenus dans tous les pays. Parallèlement, alors que le nombre d'incidents en Amérique latine et dans les Caraïbes varie d'une année à l'autre et est relativement faible, le nombre d'incidents a augmenté pour s'établir à 80 en 2021 (contre 61 en 2020), un chiffre jamais atteint jusque-là dans la région, principalement en raison du nombre d'incidents en Colombie qui a plus que doublé du fait de l'augmentation de la violence dans la région frontalière du Venezuela.

## Interventions en matière de sécurité opérationnelle

### Mise en œuvre des stratégies renforcées du PAM en matière d'accès aux niveaux régional et national

22. En 2021, les opérations du PAM ont continué d'être entravées par l'absence d'un accès humanitaire aux bénéficiaires sûr, fondé sur des principes et cohérent, celle-ci tenant à l'augmentation des obstacles bureaucratiques et administratifs imposés au personnel et aux activités humanitaires par les acteurs étatiques et non étatiques et les autorités de facto, au mauvais état des infrastructures, aux interférences dans les activités humanitaires, aux hostilités prolongées dans des zones civiles, aux attaques perpétrées contre le personnel humanitaire, au détournement d'articles de secours du PAM et aux problèmes et contraintes organisationnels internes.
23. Un plus grand nombre d'opérations du PAM dans les pays ont vu la mise en place de cellules d'accès techniques multifonctionnelles en 2021, ce qui a permis de concevoir des stratégies d'accès et des plans de travail structurés dans des pays comme le Burkina Faso, le Mali, la Somalie, la République arabe syrienne et le Soudan du Sud. La Division de la sécurité a contribué à étendre la mise en œuvre de la stratégie du PAM en matière d'accès dans les pays et à optimiser la mise en place de boîtes à outils spécifiques dans les zones difficiles à atteindre où l'accès est entravé par une forte insécurité.
24. En Haïti, l'accent a été mis sur la gestion de l'information, la cartographie et l'analyse des acteurs, des structures, des zones de présence et des réseaux d'influence des gangs pour évaluer le niveau d'acceptation du PAM et négocier plus efficacement l'accès et l'espace humanitaires au profit des programmes du PAM.

25. Au Soudan du Sud, l'équipe de sécurité continue de diriger la composante relative à la gestion de crise de la stratégie du PAM en matière d'accès dans les pays et de contribuer à l'action concertée menée sur l'analyse des conflits, la cartographie des détenteurs du pouvoir, la négociation de garanties de sécurité et le renforcement des capacités. En collaboration avec des collègues du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Unité chargée de l'appui géospatial de la Division des opérations d'urgence au Siège, la Division de la sécurité a mis au point un outil de cartographie à l'appui de la stratégie d'accès à l'échelon infrarégional, visant à intégrer et à cartographier les données sur les difficultés d'accès telles que les atteintes à la sécurité et la présence d'acteurs armés et de leurs réseaux d'influence. Cet outil peut être utilisé au Mali et au Burkina Faso.
26. Au Mali, le déploiement de l'outil de cartographie sur mesure a facilité l'examen de la stratégie du PAM en matière d'accès en permettant l'amélioration de la collecte et de l'analyse des informations, une planification fondée sur l'acceptation et la capacité locale de négociations humanitaires et une coordination civilo-militaire renforcée. Ce résultat est obtenu grâce à l'intégration et à la cartographie des données collectées au moyen du suivi effectué par le personnel du PAM et par des tiers, ce qui permet de mesurer l'accès en termes qualitatifs. La Division de la sécurité a également favorisé la mise en œuvre en toute sécurité des modalités opérationnelles établies en tant que mesures de gestion des risques de sécurité dans toute une série d'opérations du PAM dans les pays.
27. Les services de sécurité du PAM ont de plus en plus approuvé le recours à des missions à faible visibilité comme moyen de gérer les risques liés à la sécurité dans les zones où les travailleurs des Nations Unies et autres travailleurs humanitaires peuvent être considérés comme des cibles légitimes dans des pays comme l'Afghanistan, l'Iraq, la Somalie et le Yémen. Le recours à des missions à faible visibilité a été étendu en 2021 pour faire face aux nouvelles difficultés d'accès telles que l'imposition d'escortes armées aux mouvements et opérations des Nations Unies présentant un risque de diminution de l'acceptation parmi les bénéficiaires et d'association des opérations humanitaires à des cibles militaires légitimes.

### **Opérations menées dans les pays**

#### **Soudan**

À l'issue du coup d'État qui s'est produit au Soudan entre octobre et novembre 2021, l'équipe de sécurité a permis au PAM de poursuivre ses opérations malgré la situation d'urgence. Il n'y a pas eu d'évacuation de la zone, et le personnel du PAM est resté sur le terrain pour s'acquitter de sa mission. Le professionnalisme de l'équipe de sécurité à Khartoum a été digne d'éloges, comme l'a reconnu le Directeur de pays.

#### **Éthiopie**

Le conflit dans la région du Tigré, au nord de l'Éthiopie, est un autre exemple de la capacité des services de sécurité du PAM à appuyer la distribution de l'aide, dans ce cas en faveur de 2 millions de réfugiés. Le Département de la sûreté et de la sécurité lui-même s'est appuyé sur le PAM, qui a été en mesure d'aider toutes les entités des Nations Unies concernées à gérer l'impact d'une offensive au Tigré. De plus, l'équipe de sécurité a travaillé dans un nouveau contexte qui était difficile pour le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, nécessitant l'utilisation de drones et de véhicules non blindés pour appuyer le personnel.

**Somalie**

Dans un pays qui est un exemple tangible de la crise climatique, où en plus des menaces existantes dans le pays, les insurrections ont eu un impact décourageant à cause de la sécheresse, les services de sécurité du PAM ont fait preuve d'une grande coordination et de beaucoup d'esprit d'initiative pour assurer la sécurité et la sûreté du personnel du PAM. Les changements climatiques modifient radicalement le mode de fonctionnement des services de sécurité. Il faut sortir des sentiers battus pour être un partenaire efficace des pays et aller au-delà du mandat normal de gestion des risques de sécurité. Les eaux montent, les zones d'intervention sont inondées et les violences intercommunautaires se poursuivent, les convois étant régulièrement pris pour cible. Les services de sécurité du PAM doivent faire preuve de souplesse opérationnelle et mentale pour s'adapter afin que les produits alimentaires puissent parvenir aux bénéficiaires et que le personnel ne soit pas mis en danger. L'évolution de la criminalité liée aux catastrophes naturelles exige un nouveau type d'agents de sécurité, faisant preuve d'une plus grande agilité et d'une meilleure capacité d'adaptation, et possédant une connaissance approfondie du contexte.

**Myanmar**

Le coup d'État militaire au Myanmar en février 2021 a modifié les conditions de sécurité dans ce pays. Le bureau de pays, qui ne disposait pas auparavant d'un nombre important de spécialistes de la sécurité, s'est trouvé confronté à un environnement où l'insécurité était considérable et dans lequel le PAM poursuivait ses activités. Un grand nombre des incidents signalés étaient liés à la sécurité publique et aux manifestations qui représentaient une résistance organisée de faible intensité contre les autorités de facto, avec des attaques de plus en plus sophistiquées. Les opérations du PAM ont été largement éclairées par le suivi des répercussions de ces incidents sur la sécurité, en particulier dans le nouveau contexte opérationnel urbain.

**Afghanistan**

La prise de pouvoir rapide du gouvernement afghan par les Taliban en août 2021 a entraîné un changement soudain des conditions de sécurité. Les services de sécurité du PAM suivent de très près les atteintes à la sécurité, en se concentrant sur celles dans lesquelles le PAM ou ses partenaires pourraient être visés, ce qui pourrait modifier le niveau d'acceptation du PAM dans les communautés touchées. Des responsables des autorités locales ont également tenté d'influencer les bénéficiaires, en ciblant les modalités de distribution. En raison de l'évolution de la situation, le personnel de sécurité en Afghanistan a été renforcé par l'ajout de trois spécialistes de la sécurité recrutés sur le plan international.

**Mise en place d'une culture de collaboration en matière de sécurité avec les partenaires coopérants**

28. Entre 2020 et 2021, une augmentation de 36 pour cent du nombre d'atteintes à la sécurité concernant les organisations partenaires du PAM a été observée, avec une augmentation de 19 pour cent du nombre d'employés de partenaires coopérants du PAM touchés. Ces dernières années, le PAM a de plus en plus souvent mis en œuvre ses programmes par l'intermédiaire de partenaires coopérants afin de parvenir à un ancrage local qui doit permettre de garantir la durabilité, l'efficacité, l'amélioration de la sécurité et l'accès. En raison de leur proximité directe avec les menaces physiques, les partenaires coopérants du PAM ont de plus en plus souvent été victimes d'atteintes à la sécurité dans le monde. Outre la proximité avec la situation locale, plusieurs autres facteurs rendent difficile l'intégration de la gestion des risques de sécurité dans de nombreux partenariats du PAM, notamment l'investissement limité dans l'analyse conjointe des risques et du contexte et dans la communication sur les risques perçus, les éléments financiers perçus comme dissuasifs qui empêchent l'examen des problèmes de sécurité et les demandes de soutien, et l'inadaptation des approches en matière de gestion des risques pour les partenaires coopérants qui ont des niveaux variables de prise de risques et d'accoutumance.

29. Le PAM a récemment intégré le partage des capacités avec les partenaires coopérants dans le domaine de la gestion des risques de sécurité dans le champ de la politique en matière de gestion globale des risques et de la feuille de route intégrée. Il a également ajouté le manque de disponibilité et de capacités pour des partenariats efficaces au registre central des risques en tant que risque opérationnel. Pour atténuer ce risque, le PAM s'est engagé à renforcer la coordination de la gestion des risques de sécurité avec ses partenaires coopérants. Pour les pays où les risques concernant la sécurité sont élevés, cette coordination a été rationalisée dans les plans stratégiques de pays (PSP) de deuxième génération. Pour compléter l'approche institutionnelle consistant à appuyer les plateformes et à renforcer les mécanismes de collaboration entre les services de sécurité du PAM et les partenaires coopérants, le PAM a lancé et mis en œuvre toute une série d'initiatives et de pratiques sur le terrain pour favoriser le développement d'une culture de la sécurité et sensibiliser les parties prenantes à l'importance de la gestion des risques en matière de sécurité pour les partenariats mis en place.
30. Outre les mécanismes de collaboration de longue date tels que l'initiative "Sauvons des vies ensemble", la Division de la sécurité fournit un appui supplémentaire en matière de coordination de la sécurité aux partenaires coopérants et aux autres organisations humanitaires aux niveaux des pays et du Siège dans le but de renforcer le partage des informations sur la sécurité, de fournir des conseils techniques et d'améliorer l'accès humanitaire. Les services de sécurité du PAM peuvent aider les partenaires coopérants au niveau local en leur faisant connaître les meilleures pratiques internationales et en partageant avec eux connaissances et compétences spécialisées, tout en améliorant la sécurité des biens du PAM.

#### **Renforcement des capacités du PAM en matière de gestion des risques liés à la sécurité au service des opérations d'urgence humanitaire**

31. Tout en donnant la priorité aux demandes de ressources destinées à l'amplification des interventions décidée au niveau central, la Division de la sécurité a diversifié les profils des spécialistes de la sécurité sélectionnés pour appuyer les opérations de gestion des risques en la matière au sein du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et dans les 13 pays suivants en 2021: Afghanistan, Éthiopie, Guinée, Haïti, Iraq, Libéria, Madagascar, Mozambique, Myanmar, Nigéria, Somalie, République arabe syrienne et République démocratique du Congo. Des spécialistes de la sécurité ayant des expériences et des qualifications différentes ont été sélectionnés à partir d'une réserve de candidats externes et parmi les professionnels de la sécurité du PAM recrutés sur le plan national et sur le plan international en poste au Siège, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays. Au total, sept agents de sécurité expérimentés recrutés sur le plan national ont été déployés en réponse à la demande de renfort, dans le but de développer encore les capacités internes dans des environnements où les risques concernant la sécurité et la sûreté sont élevés et où les besoins humanitaires sont pressants. Ces initiatives de renforcement des capacités ont été fructueuses grâce au meilleur encadrement technique assuré par les spécialistes de la sécurité au Siège et à un soutien et un mentorat approfondis de la part des équipes de sécurité régionales concernées. L'action menée pour défendre et mettre en œuvre la stratégie de développement et de renforcement des capacités internes a commencé à porter ses fruits en 2021, cinq agents de sécurité recrutés sur le plan national dans des bureaux de terrain du PAM ayant obtenu des postes d'administrateur chargé de la sécurité recruté sur le plan international au Siège.



32. La Division de la sécurité a également fourni un appui financier plus important aux opérations du PAM dans les pays confrontés à une augmentation soudaine des risques pour la sécurité du personnel, des opérations et des biens du PAM, ce qui a entraîné une augmentation des dépenses de sécurité qui ne pouvait être anticipée et budgétisée. Cet appui financier profite aux opérations du PAM dans les pays qui doivent faire face à une amplification importante des opérations dans des contextes déjà à haut risque ou à une escalade des situations d'urgence humanitaires, en leur permettant d'allouer sans tarder des ressources adéquates et de mettre en place rapidement des capacités de gestion de crise. Ainsi, la Division de la sécurité a alloué 1,7 million de dollars à six opérations de pays du PAM (en Haïti, au Liban, à Madagascar, au Mozambique, en Somalie et au Soudan du Sud) et au Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest en 2021.
33. D'autres initiatives ont été mises en place et des processus et activités ont été déployés pour accroître la capacité de la Division de la sécurité à appuyer les opérations de sécurité du PAM sur le terrain. Les équipes de sécurité du PAM participant à l'élaboration des PSP ont reçu des conseils et bénéficié d'un mentorat pour leur permettre de contribuer à:
  - l'examen des principaux scénarios de risques en matière de sécurité lors de l'élaboration des PSP;
  - l'incorporation de considérations de sécurité axées sur la qualité dans les stratégies de gestion des risques; et
  - la budgétisation adéquate des coûts de sécurité et l'affectation des ressources humaines par rapport aux activités prévues et aux stratégies d'atténuation pertinentes.
34. Les pays concernés par cette activité étaient le Burundi, le Cameroun, El Salvador, le Mozambique et la République arabe syrienne. Une approche similaire a été adoptée pour la révision des PSP dans les pays confrontés à une détérioration de la sécurité ou à une insuffisance de ressources en matière de sécurité, à la suite de l'intensification des opérations.
35. En outre, la Division de la sécurité s'est efforcée d'améliorer son processus d'accueil des nouveaux membres du personnel en lançant avec succès un programme d'intégration destiné à tous les agents de sécurité et analystes nouvellement recrutés. Le programme comprenait également des sessions personnalisées pour le personnel déployé dans le cadre des opérations d'urgence du PAM. Avec l'appui de l'Agence suédoise pour la protection civile, la Division de la sécurité a continué d'entreprendre des missions, en fournissant des capacités spécialisées en gestion de la sécurité incendie aux opérations menées par le PAM au Burundi, au Cameroun, au Mali et au Soudan. Elle a également fourni un appui aux opérations menées dans les pays tout en établissant de nouveaux accords à long terme pour le matériel de sécurité signalé à plusieurs reprises comme étant difficile à acquérir sur les marchés nationaux ou soumis à de nouvelles normes, tel que l'équipement de premier secours.

36. La succession d'incidents graves ou de faits nouveaux importants dans le domaine de la sécurité au cours de l'année 2021 a conduit la Division de la sécurité à prendre rapidement des mesures à la lumière des enseignements tirés et à veiller à leur application généralisée et stricte dans toute la communauté des spécialistes de la sécurité du PAM. À cette fin, les processus et outils internes de notification des graves atteintes à la sécurité ont été réexaminés et de nouvelles procédures de notification ont été expérimentées et adoptées avec succès au sein de la fonction de sécurité. Cela a permis d'améliorer la pertinence, la ponctualité et l'exactitude des notifications éclairs<sup>4</sup> sur les incidents de sécurité graves, remontant depuis les opérations de terrain jusqu'aux hauts responsables.

### Optimisation du budget et des effectifs grâce au renforcement de la planification et du suivi

37. En 2021, la Division de la sécurité a continué de renforcer ses mécanismes de contrôle interne afin que les considérations liées à la sécurité soient systématiquement prises en compte lors du processus d'examen et d'approbation des programmes.
38. La division a alloué 1,7 million de dollars provenant du Fonds d'urgence pour la sécurité à l'amélioration de la sécurité des locaux à usage de bureau en Haïti, à Madagascar, en Somalie, au Soudan du Sud, au Mozambique et au Liban.
39. Le montant total des dépenses liées à la sécurité au Siège et dans les bureaux régionaux est estimé à 26,3 millions de dollars en 2021, ce qui représente 5,9 pour cent du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) total.
40. Sur le terrain, le montant total des dépenses liées à la sécurité est estimé à 62,1 millions de dollars, soit 11,7 pour cent du budget total des coûts d'appui directs (CAD) au niveau des bureaux de pays, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

<b>DÉPENSES DE SÉCURITÉ DU PAM EN 2021</b>			
<b>Coûts pour le Siège et les bureaux régionaux</b>	<b><i>en dollars</i></b>	<b>Coûts pour les bureaux de pays</b>	<b><i>en dollars</i></b>
Personnel du Siège et des bureaux régionaux	9 398 979	Personnel sur le terrain	37 777 560
Département de la sûreté et de la sécurité	13 058 790	Sécurité au domicile (bureaux de pays)	2 090 187
Siège et bureaux régionaux – autres coûts*	3 848 180	Matériel de sécurité	5 632 853
		Budget de sécurité cofinancé sur le plan local	8 071 000
		Agents de sécurité	8 493 908
<b>Total dépenses de sécurité financées au titre du budget AAP</b>	<b>26 305 949</b>	<b>Total dépenses de sécurité financées au titre des CAD</b>	<b>62 065 507</b>
Proportion du budget AAP total	5,9%	Proportion des CAD totaux	11,7%
<b>Budget AAP total</b>	<b>443 500 000</b>	<b>CAD totaux</b>	<b>529 625 391</b>

\* Fonds d'urgence pour la sécurité, formation et missions d'assistance en matière de sécurité.

<sup>4</sup> On entend par notification éclair le signalement d'une situation ou d'un événement lié à la sécurité ou à la sûreté qui a un impact immédiat ou potentiel à court terme sur le personnel, les opérations, les installations, les locaux ou les biens du PAM.

## **Autres mesures d'atténuation**

41. De nouvelles initiatives ont été prises en 2021, et notamment la mise au point d'un outil de suivi du respect des normes de sécurité, qui consiste en une déclaration d'assurance trimestrielle. Ce système automatisé permet aux bureaux de pays d'assurer le suivi et le contrôle des exigences en matière d'atténuation des risques liés à la sécurité sur le terrain par rapport aux mesures d'atténuation des risques liés à la sécurité du pays lui-même et à toute recommandation formulée à l'issue des missions internes d'assistance en matière de sécurité du PAM non couverte par ces mesures d'atténuation.
42. La déclaration d'assurance trimestrielle renforce la responsabilité en matière de sécurité à tous les niveaux et est conforme au système de gestion de la sécurité des Nations Unies et au cadre de responsabilité du PAM, qu'elle complète. Il s'agit d'un questionnaire en ligne que le personnel des bureaux de pays remplit tous les trimestres pour chaque site où se trouvent des bureaux ou des installations du PAM. Il est utilisé pour répondre à titre préventif aux questions et aux problèmes de sécurité qui se posent dans le cadre des missions d'assistance en matière de sécurité et d'autres audits comportant un volet sécurité.
43. Les restrictions aux déplacements engendrées par la COVID-19 ont continué de perturber les missions d'assistance en matière de sécurité en 2021, tout comme en 2020. Bien que la plupart des pays aient eu le temps de donner suite aux recommandations formulées lors des précédentes missions d'assistance en matière de sécurité et que toutes les régions aient atteint un taux de conformité supérieur à 90 pour cent, un retard s'est accumulé. Pour y remédier, la Division de la sécurité a lancé l'initiative de déclaration d'assurance trimestrielle susmentionnée. Malgré ces difficultés, elle a mené à bien neuf missions d'assistance en matière de sécurité en 2021 dans quatre régions.
44. La COVID-19 s'est avérée être un défi important, mais le processus de déclaration d'assurance trimestrielle a permis d'instaurer une mesure d'autosurveillance au niveau des bureaux de pays, garantissant que le respect des obligations en matière de sécurité est maintenu à des niveaux raisonnables. La Division de la sécurité prévoit de mener 34 missions d'assistance en matière de sécurité en 2022.

## **Renforcement de la capacité de la Division de la sécurité à répondre à l'évolution des exigences en matière de sécurité grâce à la technologie**

45. La Division de la sécurité a continué de renforcer et d'affiner l'utilisation des technologies existantes et nouvelles pour gagner en efficacité dans le suivi du respect des normes de sécurité du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et de celles du PAM, avec une interruption minimale des opérations du PAM dans les pays. Plusieurs initiatives ont été lancées en 2021 pour améliorer les activités à forte intensité de ressources, de main-d'œuvre et de temps grâce à l'automatisation des processus et à des analyses fondées sur les données. Il s'agit notamment de la déclaration d'assurance trimestrielle, des méthodes de recueil des indicateurs de performance clés, de la création et de l'adoption de plateformes de gestion de l'information, du traitement des images correspondant au flux de travail et du contrôle numérisé des tâches. Ces efforts ont permis d'améliorer l'intégration des nouveaux arrivants et la tenue des dossiers et des données. Un projet de premier plan visant à réorganiser le système de gestion et d'analyse des données relatives à la sécurité actuellement utilisé a démarré en 2021 et devrait améliorer considérablement la capacité d'analyse de la Division de la sécurité grâce à un accès plus rapide aux données pertinentes en matière de sécurité et à des données intersectorielles.

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

budget AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
CAD	coûts d'appui directs
PSP	plan stratégique de pays